

Le 11 juin 2024,



CSA Académique
de l'Académie de Poitiers

Madame la Rectrice, Mesdames et Messieurs les membres du CSA,

Alors que s'achève la première moitié du second quinquennat, l'UNSA Éducation constate que l'École est un sujet au cœur des discours du Président de la République et du Premier ministre. Pourtant, pour l'UNSA Éducation, il est temps de se demander ce que le gouvernement a fait concrètement pour apporter des réponses au mal-être de la maison Éducation nationale. Force est de constater que si l'on prend de la distance avec les ambitions affichées des discours, tout cela a bien de la peine à se traduire dans les faits, dans le quotidien des personnels, dans l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves.

L'UNSA Éducation dénonce aujourd'hui solennellement une accumulation de choix et de décisions qui n'ont fait qu'aggraver le mal-être de l'Éducation nationale, au lieu de chercher à y apporter des réponses adaptées. Parler de l'action en permanence sans se soucier de concrètement transformer le quotidien des personnels et du système éducatif, c'est affaiblir encore la promesse d'une École Publique Républicaine qui réduit les inégalités et peut jouer à plein son rôle dans une société démocratique ambitieuse. Pour l'UNSA Éducation, ce gouvernement va à rebours de tous, persuadés d'avoir raison contre tous, ignorant les avis des personnels et de leurs représentants élus, méconnaissant l'avis des experts pour imposer une réforme au nom pompeux et arrogant de « choc des savoirs ». Pour l'UNSA Éducation, ce gouvernement a introduit ce que ses prédécesseurs, mêmes les plus rétrogrades, n'avaient pas osé. Il a réalisé une entaille sévère dans les côtes du projet Républicain en imposant une réforme dont la finalité n'est pas la réussite des élèves mais bien le tri social. L'UNSA Éducation continuera de combattre ce projet.

Nous avons obtenu le recul de certaines mesures mais pas de toutes. Le Conseil d'État a refusé de retenir l'urgence à statuer du référé-suspension que nous avons déposé. Nous regrettons cette décision, mais en République le Droit s'impose. L'UNSA Éducation, en attendant, continue et continuera d'agir avec l'ensemble des acteurs pour dénoncer les effets délétères de ce projet, tout comme la carence des moyens pour le mettre en œuvre, que subissent celles et ceux qui sont contraints de l'appliquer, de par leur position d'agents publics, et ce, contre leurs convictions.

Le choix est donc fait d'ignorer la parole de tous, de participer au « fonctionnaire bashing » avec le concours du ministre de la transformation et de la fonction publique. Mais avec ce gouvernement, Stanislas Guerini aura été surtout le ministre du travestissement public de la réalité, quand, au lieu de défendre le service public, d'obtenir des crédits pour revaloriser urgemment une fonction publique mal rémunérée et qui n'attire plus au-delà du seul secteur éducatif, il alimente coupablement les allusions malhonnêtes les plus détestables à l'endroit des agents publics. Cela, certes, est moins coûteux d'un point de vue budgétaire. Le choix est donc celui de prôner des « chocs de simplification » mais en ignorant la réalité. L'UNSA Éducation en veut pour preuve le ravin entre les propos sur la numérisation des procédures de gestion de l'administration et la réalité du fonctionnement des systèmes d'Information de notre ministère, qui oblige les personnels administratifs dans les services et EPLE et les informaticiens, notamment des pôles d'assistance dans les DSI, à se contorsionner dans des systèmes inadaptés, des bases de données incompatibles dont les noms poétiques voire bucoliques « RenoiRH », « Op@le », « Virtuo » masquent bien mal les carences et dysfonctionnements contraignant les personnels à des doubles, voire multiples saisies. Mais pour le dire rapidement : on avance « cul par-dessus tête » et en générant de la souffrance pour les personnels du ministère et pour les usagers du service public.

,Finalement la priorité absolue de l'école et de la réussite de tous s'est mue en celle d'un retour à l'ordre, dans un contexte où chacun doit accepter sans rechigner la taille budgétaire qui est de saison : ce n'est pas seulement le retour à l'ordre, mais aussi à la rigueur. Ce faisant, l'ensemble du gouvernement méconnaît, ignore et méprise le dialogue social. Ce faisant, il contribue à ignorer les demandes légitimes des personnels. Or celles-ci s'accumulent et s'articulent autour d'un sentiment de mal-être, de mépris ressenti, de perte de sens de leurs missions. Cela nourrit l'accumulation de ressentiment des personnels à l'endroit de leurs dirigeants. Si le gouvernement s'obstine à mépriser les acteurs essentiels de la cohésion sociale que sont les agents publics, il se leurre. Si le gouvernement continue à ne pas comprendre que la colère sourd dans la maison Éducation nationale, mais au-delà chez les usagers qui constatent la perte d'efficacité de notre École publique, la mortification du processus de promotion sociale que se doit d'offrir notre École, cela nourrit l'affaiblissement de notre démocratie.

L'essentiel n'est pas de se convaincre soi-même que l'on a raison, mais de redonner sens et de renforcer ce qui est à la base de notre régime républicain, la promesse d'une amélioration et du maintien de la cohésion de la nation autour de l'École.

Accompagnement des élèves les plus fragiles, mixité sociale et scolaire, structures de soins dans le domaine de la santé mentale, places dans les structures spécialisées, accompagnement des personnels, santé de s personnels et des besoins sont autant de besoins que ce gouvernement ignore au profit d'annonces démagogiques, populistes, discriminatoires.

En ne mettant pas les moyens suffisants et adaptés pour l'inclusion scolaire, y compris dans les structures de soins, ce gouvernement provoque les discours ségrégationnistes de ceux qui ne mesurent pas les enjeux d'une école, d'une société inclusive.

Nous nous sommes bien rendu compte dimanche soir, que de se compromettre avec certaines idéologies, ne les empêchaient pas. Les gens préféreront toujours l'original à la copie.

Il est temps pour nous, pour nous tous, certains que le projet d'une société humaniste et éducative inclusive, démocratique et laïque est possible de porter haut et fort ces valeurs.